

AVENANT n° 8
ACCORD COLLECTIF AU REGLEMENT DE PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE (PEE)
HSBC FRANCE

Avenant à durée déterminée

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

HSBC France, dont le siège social est situé 103, avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS,
représentée par Madame Myriam COUILLAUD, agissant en qualité de Directrice des
Ressources Humaines et ayant tout pouvoir à cet effet,

D'une part,

Ci-après dénommée « l'Entreprise »

ET :

Les Organisations Syndicales représentatives au niveau national au sein de HSBC France, à savoir :

Le Syndicat CFDT représenté par le Délégué Syndical National

Pascal MONTAIN

Le Syndicat CFTC représenté par le Délégué Syndical National

Adjoint André SOUESME

Le Syndicat FO représenté par le Délégué Syndical National

Angélique Farica

Le Syndicat SNB représenté par le Délégué Syndical National

Patrick VILLOTTE

D'autre part,

Il a été décidé de modifier, pour une durée déterminée, certaines dispositions du règlement du Plan d'Epargne Entreprise conclu le 18 septembre 2008 et de ses avenants conclus ultérieurement.

INTERNAL/INTERNE

Avenant n°8 à l'Accord collectif relatif au règlement du Plan d'Epargne Entreprise HSBC France

1/4

ce *R* *PS* *AF*
AS

PREAMBULE

A la suite de discussions avec les organisations syndicales, à l'occasion notamment de la négociation sur un accord d'intéressement au titre des exercices 2020, 2021 et 2022, la Direction s'est engagée à ouvrir des négociations sur les règles d'abondement pour l'exercice 2020.

ARTICLE 1 - CALENDRIER DES NEGOCIATIONS

Les parties se sont rencontrées lors des réunions de négociation, qui se sont déroulées les 15 et 21 novembre 2019.

ARTICLE 2 – OBJET

Le présent avenant, conclu pour une durée déterminée, a pour objet de modifier certaines dispositions conventionnelles relatives à « l'abondement », fixées par le Plan d'Epargne Entreprise conclu le 18 septembre 2008 et ses avenants conclus ultérieurement.

Plus précisément, l'objet du présent avenant est de modifier et remplacer, pour une durée déterminée d'un an (exercice 2020), certaines dispositions du point, intitulé « Versement complémentaire de l'Entreprise (« abondement ») » de l'article 3.2, intitulé « L'aide de l'Entreprise », de l'avenant n° 5 (version consolidée) conclu le 20 mars 2017.

L'ensemble des autres dispositions, fixées par le Plan d'Epargne Entreprise conclu le 18 septembre 2008 et ses avenants conclus ultérieurement, et en particulier fixées par l'avenant n° 5 (version consolidée) du 20 mars 2017, demeure inchangée.

ARTICLE 3 – L'AIDE DE L'ENTREPRISE

Les dispositions ci-dessous viennent modifier et remplacer, pour une durée déterminée d'un an (exercice 2020), les dispositions fixées par le point, intitulé « Versement complémentaire de l'Entreprise (« abondement ») » de l'article 3.2, intitulé « L'aide de l'Entreprise », de l'avenant n° 5 (version consolidée) conclu le 20 mars 2017.

Il est ainsi convenu que :

« Versement complémentaire de l'Entreprise (« abondement ») »

Les règles de l'abondement s'appliquent dans les mêmes conditions sur les FCPE.

Les salariés ayant plus de trois mois d'ancienneté peuvent bénéficier de l'abondement.

L'abondement est versé sur les versements volontaires du bénéficiaire, ainsi que les sommes issues de de l'intéressement, et le cas échéant de la participation, lorsque le bénéficiaire choisit de les verser au Plan. Il ne peut excéder le triple du versement du bénéficiaire.

➤ Pour la seule année 2020, la règle d'abondement est déterminée comme suit :

L'abondement de l'Entreprise pour les versements dans l'ensemble des Fonds du Plan est calculé comme suit pour la durée du présent avenant :

- Pour un versement inférieur ou égal à 125 euros, l'abondement sera de 300%, soit un abondement maximum de 375 euros,
- Pour un versement compris entre 126 euros et 600 euros, l'abondement sera de 100%, soit un abondement maximum de 475 euros,
- Pour un versement compris entre 601 euros et 1 500 euros, l'abondement sera de 50%, soit un abondement maximum de 450 euros,

INTERNAL/INTERNE

Avenant n°8 à l'Accord collectif relatif au règlement du Plan d'Epargne Entreprise HSBC France

M 2/4
AS
AF

- Pour un versement compris entre 1 501 euros et 3 000 euros, l'abondement sera de 30%, soit un abondement maximum de 450 euros,
- Pour un versement compris entre 3 001 euros et 5 250 euros, l'abondement sera de 20%, soit un abondement maximum de 450 euros.

Ainsi, au global et pour l'année 2020, pour un versement de 5 250 euros dans les Fonds du Plan, le montant de l'abondement versé par l'Entreprise sera de 2 200 euros.

Comme résumé ci-après :

Tranches de versement annuel	Taux d'abondement	Abondement maximum annuel (brut) en EUR
0 – 125 euros	300%	375 euros
126 - 600 euros	100%	475 euros
601 – 1 500 euros	50%	450 euros
1 501 – 3 000 euros	30%	450 euros
3 001 euros – 5 250 euros	20%	450 euros
	TOTAL	2 200 euros

Le salarié doit connaître au moment où il effectue son versement les modalités de l'abondement de l'Entreprise. Un avenant conclu au cours de l'année civile qui précise une nouvelle règle d'abondement n'est pas applicable rétroactivement sur l'année ; il ne peut s'appliquer qu'aux versements à venir. Pour les bénéficiaires dont le contrat de travail est transféré d'une entreprise du groupe HSBC vers L'Entreprise (cf. article L.1224-1 du code du travail), le montant total de leur abondement annuel lors de l'année du transfert ne pourra pas excéder le plafond annuel d'abondement prévu dans le plan de l'ancien employeur (dans le cas où ce plafond d'abondement est plus élevé que celui du Plan).

Indépendamment de ce plafond d'abondement, l'Entreprise se réserve la possibilité de verser un abondement exceptionnel dans la limite du plafond légal annuel sans excéder le triple du versement du bénéficiaire, avec la possibilité d'une majoration maximum de 80% du plafond en cas d'acquisition par le salarié d'actions émises par l'Entreprise. »

Au terme du présent avenant dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2020, ces dispositions cesseront de s'appliquer et les dispositions conventionnelles relatives à « l'abondement », fixées par le point, intitulé « Versement complémentaire de l'Entreprise (« abondement ») » de l'article 3.2, intitulé « L'aide de l'Entreprise », de l'avenant n° 5 (version consolidée) conclu le 20 mars 2017, seront de nouveau applicables.

ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS ET DE SAUVEGARDE

Pendant la durée du présent avenant, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la partie la plus diligente, en cas de changement de législation/ réglementation susceptible d'avoir des conséquences sur les dispositions du présent avenant, notamment en cas de modification des plafonds d'abondement.

ARTICLE 5 – DUREE ET REVISION DE L'ACCORD

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2020, selon la réglementation en vigueur. Le présent avenant, qui n'est pas renouvelable par tacite reconduction, prendra automatiquement fin à la date de son échéance.

Le présent avenant pourra être révisé pendant sa durée d'application dans les conditions et selon les modalités prévues par le Code du travail.

INTERNAL/INTERNE

Avenant n°8 à l'Accord collectif relatif au règlement du Plan d'Epargne Entreprise HSBC France

3/4
 CW
 AS AF
 R/P
 P/P

ARTICLE 6 : PUBLICITE ET FORMALITE DE DEPOT

Le présent avenant est déposé à l'Autorité administrative dans les conditions indiquées sur le site du ministère du travail, par voie dématérialisée sur la plateforme de téléprocédure : www.teleaccords.travail-emploi.gouv.fr/portailteleprocedures.

Un exemplaire sera établi pour chaque partie signataire et notifié aux parties non-signataires.

Enfin, en application des articles R.2262-1 et R.2262-2 du Code du travail, le présent avenant sera transmis aux représentants du personnel et mis en ligne sur l'intranet.

Fait à Paris, le 04/12/2019 2019.
En 6 exemplaires, dont 1 pour les formalités de dépôt.

Pour HSBC France

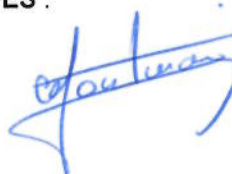
Madame Myriam COUILLAUD en sa qualité de Directrice des Ressources Humaines



LES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRESENTATIVES :

Pour la CFDT,

Rascal MONTMAIN



Pour la CFTC,

André SOUESME



Pour FO,

Angélique Faria



Pour le SNB,

Patrick VILLOTTE

